



SYNDICAT MIXTE A LA CARTE DU HAUT VAL DE SEVRE ET SUD GATINE

MARCHE DE REPRISE DES DECHETS VERTS

Date limite de réception des offres
Le 19 octobre 2015 à 12h00

0 – Règlement de consultation (R.C.)

PREAMBULE

Les articles qui suivent viennent en complément ou répètent des prestations figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence, le C.C.A.P. et le C.C.T.P..

Article premier : Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la reprise des déchets verts bruts issus des déchetteries du territoire du Syndicat Mixte du Haut Val de Sèvre et Sud-Gâtine et acheminés par les moyens du SMC jusqu'au site du prestataire.

Article 2 : Décomposition de la consultation et nomenclature

Article 2.1 - Décomposition en tranches et lots

Il est prévu deux lots respectivement :

Lot n°1 : Reprise des déchets verts et biodéchets secteur 1 - 1500 tonnes

Lot n°2 : Reprise des déchets verts et biodéchets secteur 2 - 4500 tonnes

Article 2.2 - Quantités

Les quantités de déchets verts et de bio déchets provenant des déchetteries représentent un total d'environ à 6000 tonnes* pour une année.

**Tonnage donné à titre indicatif*

Article 3 : Conditions de la consultation

Article 3.1 - Etendue de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics.

Article 3.2 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an reconductible avec une durée maximale de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 3.3 - Variantes et Options

Article 3.3.1 - Variantes

Les variantes sont autorisées pour ce marché.

Article 3.3.2 - Options

Ce marché ne prévoit pas d'options.

Article 3.4 - Modifications de détail au dossier de consultation

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, les modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** (quatre vingt dix) à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3.6 - Mode de règlement du marché

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues seront mandatées dans un délai de 15 jours et payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 4 : Présentation des offres

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Article 4.1 - Justifications à produire à l'appui de la candidature

- Déclaration sur l'honneur prévue aux **articles 44 à 46** du code des marchés publics ;
- la lettre de candidature (DC1) et habilitation du mandataire par ses co-traitants ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)
- Une attestation sur l'honneur du candidat indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux anciens articles L8221-1, L8221-2, L8251-1, L5221-8, L5221-11, L8231-1 et L82414-1 et suivants du Code du Travail.
- la copie du jugement prononcé à cet effet si le candidat est en redressement judiciaire ;
- **références de prestations similaires de moins de trois ans,**
- Structure en nombre et en qualification du personnel propre à la société,
- Toutes autres informations que le candidat jugera utiles de fournir,
- Un projet de marché comprenant les pièces suivantes à dater, tamponner et signer sur la dernière page (hors CCAGFCS) :
 - Un **acte d'engagement**;
 - Le **cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)**: cahier ci-joint à accepter sans modification;
 - Le **cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)**: cahier ci-joint à accepter sans modification ;

- **Le cahier des clauses administratives Générales Fournitures courantes et services** (consultable sur le site www.minefi.gouv.fr)

Un mémoire technique décrivant les dispositions prévues pour l'exécution du marché en réponse aux spécifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières, détaillant les matériels, moyens et dispositions prévus pour l'exécution du marché, rassemblant tous les documents techniques qui peuvent être demandés au CCTP (norme, certification....) et notamment les points suivants :

- Localisation du centre de réception, nom de son exploitant, description technique (capacité, moyens en matériel et personnel, taux de refus observés, schéma de l'usine).
 - Tableau des capacités d'accueil hebdomadaires ou tout document équivalent de nature à attester la capacité d'absorption de tous les volumes à traiter.
 - Copie du ou des arrêtés d'exploitation des sites.
 - Plus généralement, toute indication des procédés et moyens d'exécution envisagés pour assurer un service optimal et le respect du cahier des charges, que le titulaire juge utile de communiquer.
 - **Moyen de pesés** des apports sur chaque site.
- Pour les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer le marché : la déclaration sur l'honneur de l'article 46 du Code des marchés publics que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année qui précède le lancement de la procédure ou NOTI2.

Article 5 : Jugement des offres

Cet examen sera effectué dans les conditions prévues de l'article 53 du Code des marchés publics.

Recevabilité administrative : présence et validité de l'ensemble des pièces demandées à l'appui de la candidature, sous réserve de la précision suivante. Si des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, les candidats concernés seront invités à produire ou à compléter ces pièces dans un délai de 6 jours francs à compter de la demande.

Les critères pour le jugement des offres seront, par ordre d'importance relative décroissante, les suivants :

Valeur technique de l'offre (coefficient 3)

La valeur technique est appréciée au regard du mémoire technique détaillé à remettre par le candidat, dont les éléments sont analysés point par point et notés (jours et horaires de réception, Organisation des vidages, Documents réglementaires (arrêté d'exploitation, délégation...) et certification (normes ISO...))

Prix des prestations (coefficient 4)

Les offres seront classées de l'offre la plus basse à l'offre la plus chère, en procédant au total des prix unitaires.

Critère coût d'utilisation (coefficient 3)

Le coût d'utilisation s'entend du prix pondéré par l'estimation des frais engendrés par les coûts de transport des sites du SMC jusqu'au centre de reprise.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les documents de l'article 46 du Code des marchés publics.

Le délai imparti par la personne responsable du marché à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 6. Négociation

Après une première analyse des offres, la personne publique se réserve le droit de négocier éventuellement les offres avec les candidats retenus. La proposition financière, les délais, la réactivité et l'organisation des moyens matériels et humains ainsi que les modalités d'intervention et d'assistance pourront, dans ce cadre, faire l'objet de négociations.

Une fois le ou les cycles de négociation terminé (s), le pouvoir adjudicateur procédera à la notation et au classement des offres au regard des critères de sélection des offres énumérés ci-dessus et un nouvel acte d'engagement pourra être substitué au précédent.

Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

<p style="text-align: center;"><u>Offre pour :</u> MARCHE DE REPRISE DES DECHETS VERTS NE PAS OUVRIR</p>

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Adresse Postale :

S.M.C.
Monsieur le Président du S.M.C.
BP 10023
79403 SAINT MAIXENT L'ECOLE CEDEX

Contre récépissé :

S.M.C.
Monsieur le Président du S.M.C.
ZI de sainte eanne - RD 737
79800 SAINTE EANNE

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 8 : Renseignements complémentaires

Article 8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignements Techniques et Administratifs :

Service techniques du S.M.C.
Tél : 05.49.05.37.10
Fax : 05.49.05.00.09
e-mail : ggirard@smc79.fr ou mmorin@smc79.fr

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 8.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires sont envoyés dans les 4 jours qui suivent la réception de la demande.

Le candidat a pris connaissance du Règlement Particulier le
(Cachet et signature)